



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

interdiction des pesticides

Question au Gouvernement n° 217

Texte de la question

INTERDICTION DES PESTICIDES

M. le président. La parole est à Mme Delphine Batho, pour le groupe Nouvelle Gauche.

Mme Delphine Batho. Monsieur le ministre d'État chargé de la transition écologique et solidaire, nous connaissons la difficulté de votre tâche.

Je n'ai même pas besoin de fermer les yeux pour imaginer les coulisses de certains arbitrages quand nous qui, dans cet hémicycle, avons voté la loi interdisant les néonicotinoïdes, apprenons l'autorisation en France d'un nouveau pesticide tueur d'abeilles.

Quant au glyphosate, on sait que la France n'a pas voté le renouvellement de son autorisation pour dix ans, mais il nous semble que la question n'est pas la durée du renouvellement mais l'interdiction de cette substance, comme le Parlement européen l'a voté hier.

Il semble aujourd'hui comme hier que ce soit souvent au ministre de l'écologie que l'on demande de céder du temps, alors que – vous le savez peut-être mieux que quiconque – du temps, la planète n'en a plus et, pour l'instant, ce sont les destructions qui sont irréversibles. D'ici à cinq ans, combien d'espèces auront disparu ? Combien de substances dangereuses continueront d'empoisonner nos enfants et de tuer les abeilles ?

Chers collègues, je veux alerter l'Assemblée nationale. Lundi, monsieur le ministre, vous avez déclaré à propos des fabricants de pesticides : « Il y a un moment où il faut qu'on arrête d'être naïfs. Je vais parler avec prudence parce que, croyez-moi, on se sent tous menacés par ces firmes-là et elles ont des moyens de pression que l'on subit, les uns et les autres. »

Ce n'est pas une déclaration anodine. Ici, dans la maison de la démocratie, chers collègues, quelles que soient nos positions sur ces sujets, nous ne pouvons pas accepter qu'un ministre de la République subisse des pressions de quelque firme que ce soit, surtout de Monsanto. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG ainsi que sur quelques bancs des groupes GDR et FI .*)

Ce doit être l'honneur de notre République, par-delà les sensibilités, de réagir vivement. J'appelle aussi les citoyens à se mobiliser parce qu'en dépit des efforts du ministre de l'écologie, il semble aujourd'hui qu'au plus haut niveau de l'État...

M. le président. Merci, madame la députée.

Mme Delphine Batho. Je pose ma question, monsieur le...

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame la députée, je vous remercie de votre soutien. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.)* On en a besoin, parce que c'est un sujet de santé que dorénavant, il faut en prendre acte, on ne mettra plus sous le boisseau. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.)*

Nous sommes sortis de l'idée que l'on réautorise sans autre stratégie. Nous sommes maintenant dans une stratégie de fermeté, de rationalité pour organiser d'une manière progressive mais déterminée la sortie de l'utilisation des pesticides.

Le lien de causalité entre ces pratiques et la santé n'est plus à démontrer. Nous sommes dans un cas d'école du principe de précaution. Nous n'en faisons pas régulièrement usage, mais je pense que la France se grandirait, comme elle commence à le faire, en amenant l'Europe à se saisir véritablement de ce sujet avec un seul objectif : sortir de l'ensemble des substances, parce que, quand vous en interdisez trois, il y en a deux qui rentrent.

Oui, il est important d'interdire des substances, mais le plus important est de changer les pratiques, de changer les comportements et de tout mettre en œuvre pour aider les agriculteurs à se saisir d'alternatives que l'INRA, notamment, possède déjà. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM, MODEM, LC, NG et FI.)*

M. Thibault Bazin. Ils ne vous ont pas attendu, ils le font depuis longtemps !

M. Christian Jacob. Qu'en dit le ministre de l'agriculture ?

Données clés

Auteur : [Mme Delphine Batho](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 217

Rubrique : Produits dangereux

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 octobre 2017](#)